

La Nation

JAA. 1000 Lausanne 1

Bimensuel hors partis fondé en 1931, publié par la Ligue vaudoise
Le numéro: Fr. 3,50 Abonnement annuel: Fr. 77.-
Apprentis, étudiants: Fr. 33.-



Journal vaudois

Comment prévoir ?

Certains espèrent que nous allons revenir au courant normal. Ils savent que cela exigera des efforts et des sacrifices, mais ils ne tiennent pas à quitter un terrain connu. D'autres espèrent que les expériences du confinement et de la décroissance, de l'entraide entre les générations, du rôle de l'agriculture locale, de la nécessité d'une certaine autonomie industrielle, de l'utilité des frontières bouleverseront notre manière de vivre.

Tout le monde s'essaie à prévoir, mais comment prévoir? Sur quoi se fonder? La question est déjà difficile en temps ordinaire. En principe, nous nous référons à ce qui est stable pour ordonner ce qui l'est moins, comme le capitaine conduit son bateau secoué par les vagues à partir de l'étoile immobile. Mais, dans la tempête sanitaire qui nous frappe, les repères habituels sont devenus instables, insignifiants, inutiles. Les obligations courantes qui ordonnaient notre vie sont frappées d'une commune précarité.

Quelques constantes subsistent cependant, qui peuvent servir de cadre à nos prévisions. Certains principes sont aussi frais aujourd'hui que du temps

d'Aristote: principes de causalité, d'identité, de non-contradiction. Ne disons pas qu'ils sont inutiles en l'occurrence! Toute action concrète qui les néglige court à sa perte. Quand des gouvernements sortent de leurs poches crevées des milliers de milliards fabriqués en deux clics de souris, ils n'appliquent certes pas le principe de causalité, qui voudrait que toute création monétaire corresponde à une production de richesse vraie. Nous payerons à plein cette monnaie creuse.

Le caractère communautaire de l'être humain est une autre constante. L'appartenance familiale, en particulier, s'est manifestée face au virus. Les jeunes ont adopté une attitude vertueusement parentale à l'égard de leurs parents. Ils les chouchoutent, font leurs commissions... mais leur refusent la permission de sortir.

La vocation de l'action politique subsiste aussi. Son objet est et reste éternellement la nation, ou la tribu, ou le clan, ou la fédération. Nous ne sommes pas les seuls à constater que les nations sont réapparues en force. Leurs gouvernements recourent d'ailleurs à un vocabulaire martial et se permettent des actions pour le moins

inamicales à l'égard d'autres Etats en matière de matériel sanitaire.

La psychologie helvétique est une autre donnée stable. La manière suisse d'aborder la tempête ne change pas, qui mêle une certaine impréparation, la collaboration méthodique des cantons et de la Confédération, beaucoup de bon sens et de bonne volonté populaire, un peu d'imagination pratique et le refus du spectaculaire.

Il y a aussi des stabilités regrettables, en premier lieu celle des mécanismes électoraux. La nécessité de passer par les urnes condamne les partis à n'envisager jamais les affaires que sous l'angle des prochaines élections.

L'expérience des pleins pouvoirs fédéraux, lors de la Deuxième Guerre mondiale, rappelle l'incapacité objective de l'administration à rendre les compétences qu'on lui a confiées, même provisoirement. Cela aussi est une constante. Faudra-t-il à nouveau une double initiative pour supprimer le gouvernement par ordonnances, si commode?

Les idéologies modernes résistent, elles aussi, au virus. Alors que les cantons ont honorablement joué leur rôle,

ce qui a permis à la Confédération de jouer le sien, les esprits unificateurs nous expliqueront que le système fédéraliste nous a fait perdre du temps et de l'argent, qu'il nous a empêchés de stocker le matériel nécessaire et qu'on aurait pu éviter beaucoup de décès. Ils exigeront notamment une centralisation complète en matière sanitaire.

De même, on a remarqué l'insignifiance de l'Union européenne, dont la principale intervention a été de montrer Mme Ursula von der Leyen en train de se laver les mains. Pour autant, l'europhile lambda répétera en boucle que l'action «chaotique» des Etats «cacophoniques» a empêché une action concertée et rapide et qu'il faut, par conséquent, «plus d'Europe».

Et n'oublions surtout pas, constante des constantes, la pesanteur de tous les pays trop gras: toujours plus d'Etat, plus d'impôts, plus de contrôles.

Bienfaites ou nuisibles, niées ou vantées, ces constantes nous accompagneront bien au-delà du confinement.

Olivier Delacrétaz

Lu dans la presse

La Suisse se redécouvre

Parmi les très nombreux articles de presse parlant du coronavirus, nous avons relevé l'éditorial du *Temps* daté du 1^{er} avril¹, qui, pour une fois, ne critique pas la Suisse et ses institutions. Premièrement, Michel Guillaume relève que «*la Suisse se redécouvre un Conseil fédéral qui gouverne. Plusieurs réformes, comme la fiscalité des entreprises, n'ont ces derniers temps passé la rampe que lorsque le Parlement a repris la main, et le dossier européen est toujours en chantier. Or, en l'occurrence, la crise actuelle révèle un gouvernement uni qui assume ses responsabilités en prenant soin d'écouter les cantons. Il a trouvé le ton juste en renonçant à toute métaphore guerrière susceptible de dramatiser la situation, préférant en appeler à la solidarité de toutes et de tous*». D'autre part, «*la population suisse se révèle pour le moment très mature dans cette épreuve qui risque fort de durer jusqu'à fin mai. Le Conseil fédéral a choisi sagement de la responsabiliser plutôt que de la soumettre à un confinement strict à l'italienne ou à la française. Dans l'ensemble, elle répond par une autodiscipline exemplaire*». On peut ou non partager ces analyses, mais notons le ton optimiste adopté ici,

alors que partout l'injonction «*Restez chez vous!*» sonne comme un cri d'épouvante.

Le Conseil fédéral et les frontières

Dans la même édition du quotidien, nous pouvions lire une interview de la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter² où elle estime que «*le Conseil fédéral a vraiment pris des mesures restrictives. On va déjà très loin. Avec un confinement total, les conséquences sociales, psychologiques, économiques et financières seraient très graves*». Cependant, ses remarques sur la politique internationale nous paraissent les plus intéressantes: «*Déjà en situation normale, chaque Etat privilégie ses propres intérêts, il est normal que ce soit encore plus le cas en période de crise. Cela ne se voit peut-être pas, mais il existe aussi une certaine coordination, par exemple pour la réintroduction des contrôles aux frontières à l'intérieur des Etats de l'espace Schengen. Cette crise connaît aussi des gestes de solidarité au-delà des frontières, comme ceux de certains cantons suisses qui accueillent des patients français. [...] C'est vrai que l'Union européenne passe un peu au second plan. Mais nous avons par contre beaucoup de contacts directs entre Etats, surtout avec les Etats voisins.*»

Le virus du fatalisme

Nous nous permettons en guise de commentaire de mettre ces propos en relation avec un entretien de l'écrivain Sylvain Tesson réalisé par Vincent Tremolet de Villiers pour le *Figaro*³:

«*La Terre, ancien vitrail, reçoit un nouveau nom maintenant que les rubans de plomb ont fondu entre les facettes: "la planète". Elle fusionne, devient une entreprise, lieu d'articulations des flux systémiques. La politique devient un management et le management gère le déplacement pour parler l'infra-langage de l'époque. Un nouveau dogme s'institue: tout doit fluctuer, se mêler sans répit, sans entraves, donc sans frontières. [...] Et puis soudain, grain de sable dans le rouage. Ce grain s'appelle virus. Il n'est pas très puissant, mais comme les portes sont ouvertes, il circule, tirant sa force du courant d'air. Le danger de sa propagation est supérieur à sa nocivité. Dans une brousse oubliée, on n'en parlerait pas. Dans une Europe des quatre vents, c'est le cataclysme sociopolitique. [...] La mondialisation aura été le mouvement d'organisation planétaire menant en trois décennies des confins au confinement. Du "no borders" au "restez chez vous". [...]*

Autre découverte: l'action politique n'est pas morte. Nous pensions que l'économie régenterait seule le parc humain. Les ministères des affaires étrangères étaient devenus des chambres de commerce, pour reprendre le mot de Régis Debray. Soudain, réactivation de la décision d'Etat. Divine surprise! Alors que nous pensions la mondialisation "inéluçtable" (c'est le mot favori des hommes politiques, blanc-seing de leur démission!), nous nous rendons compte que l'inéluçtable n'est pas irréversible et que la nostalgie peut proposer de nouvelles directions! Soudain, le Président annonce la fermeture des frontières de Schengen et confine sa population. Il est donc possible de décider de décider. Devant la prétendue inéluçtabilité des choses, le virus du fatalisme possède son gel hydroalcoolique: la volonté.»

J.-F. Pasche

¹ Michel Guillaume, «Quatre miracles au cœur de la tourmente», *Le Temps*, n° 6680, 1^{er} avril 2020.

² Karin Keller-Sutter, «La santé et la sécurité doivent primer», propos recueillis par Vincent Bourquin, *Le Temps*, n° 6680, 1^{er} avril 2020.

³ Sylvain Tesson, «Que ferons-nous de cette épreuve», *Entretien avec Vincent Tremolet de Villiers, Le Figaro*, 19 mars 2020.

Un discours d'Elisabeth II

Dimanche 5 avril dernier à 20 heures, la reine Elisabeth II s'est adressée à ses peuples sur les ondes de la BBC.

Pour la quatrième fois de son règne, elle s'est exprimée à un autre moment que lors de sa traditionnelle intervention de Noël, ou lors de l'ouverture de la session parlementaire. Les précédents cas avaient été l'éclatement de la Guerre du Golfe de 1991, le décès de la princesse Diana en 1997 et celui de la Reine-mère en 2002.

Comme l'a relevé le *Times*, le discours du 5 avril contient une dimension à la fois pratique et politique. Sans surprise, la Reine a relayé et répété le message du gouvernement: «Stay home!» Mais avec un art qu'elle semble avoir encore amélioré au fil des

ans, elle a pris de la hauteur pour délivrer un message véritablement politique, mêlant identité collective et destin national:

«J'espère que dans les années à venir, chacun sera capable de retirer de la fierté de la manière qu'il aura eu de relever le défi. Et que ceux qui viendront après nous diront que les Britanniques de cette génération ont été aussi forts que ceux de n'importe quelle autre génération. Que nos traits de caractère emblématiques d'auto-discipline, de détermination empreinte de bonne humeur et de sympathie continuent de symboliser ce pays. La fierté d'être qui nous sommes ne définit pas notre passé, mais notre présent et notre futur.»¹

Partant du caractère national britannique, elle passe outre son

attribution aux seuls individus et voit dans les applaudissements nocturnes et les milliers de dessins d'arcs-en-ciel collés aux fenêtres par les enfants anglais enfermés chez eux une marque et un symbole de ce «national spirit».

En temps de crise, la tradition acquiert plus que jamais une fonction rassurante. Les membres des régiments séculaires savent combien leurs traditions aident à supporter la mort des camarades et conjurer la peur du combat. Et l'hospitalisation de Boris Johnson le soir même du discours, alors que le Royaume-Uni approche les 5'000 morts, n'était pas précisément là pour rassurer.

Les Anglais auraient été déçus si la Reine n'avait pas jeté dans la balance sa propre expérience. Elle se devait d'évoquer le «*Wartime*», la Deuxième Guerre mondiale. Qu'Elisabeth ait vécu cette période contribue en grande partie à l'immense autorité que lui accordent les Anglais, à en croire le correspondant politique de la BBC. Ce confinement est pour beaucoup l'occasion d'une séparation douloureuse d'avec leurs proches. «*Cela me rappelle la toute première intervention radiophonique que je fis en 1940, aidée par ma sœur*», dit-elle calmement du haut de ses 94 ans. Les princesses Elisabeth et Margaret s'étaient alors adressées aux enfants britanniques évacués, pour certains outre-mer, et séparés de leurs parents.

La mémoire de la guerre n'apparaît qu'en filigrane, centrée sur le souvenir des séparations. Le ton churchillien peut être laissé à Boris Johnson qui l'affectionne tant. Le souvenir du *Blitz* sert autant à mettre en perspective qu'à encourager. Nous avons peut-être déjà vu pire, affirme la Reine en substance, mais rien n'est gagné, et pour triompher nous devons faire appel à ce

qui fait notre identité. Alors seulement nous serons à la hauteur des générations qui nous ont précédés.

La consigne est exigeante. Mais «les jours meilleurs reviendront: nous retrouverons nos amis; nous retrouverons nos familles; nous nous retrouverons»². Le double sens fait mouche. La monarchie n'est pas près de disparaître.

Félicien Monnier

¹ «I hope in the years to come everyone will be able to take pride in how they responded to this challenge. And those who come after us will say the Britons of this generation were as strong as any. That the attributes of self-discipline, of quiet good-humoured resolve and of fellow-feeling still characterise this country. The pride in who we are is not a part of our past, it defines our present and our future.»

² «[...] better days will return: we will be with our friends again; we will be with our families again; we will meet again.»

Il Federalista.ch

Un nouveau journal en ligne a été fondé au Tessin à la fin de l'année 2019. Son nom? *Il Federalista.ch* («Le Fédéraliste.ch» en français). Ce titre saura assurément susciter la curiosité de tout lecteur de *La Nation*.

Le journal est présenté de la manière suivante par ses rédacteurs: «*Pourquoi Le Fédéraliste? La ligne éditoriale du Fédéraliste est transparente, à commencer par son nom. Fédéralisme et démocratie sont en effet le choix libre d'un peuple qui croit fermement au bien commun. Mais ce choix doit être renouvelé et redécouvert tous les jours. Voici la raison de cette newsletter: nous croyons qu'il est encore possible aujourd'hui de faire une information complète et sérieuse, capable de poser un jugement sur ce qui se passe autour de nous sans tomber dans la partialité ou les fake news. Nous le ferons à la lumière de certains grands idéaux, ensemble avec vous, lecteurs.*»¹

Il semblerait que l'idée principale de cette initiative journalistique soit de reprendre l'esprit de l'ancien *Giornale del Popolo*. Pour mémoire, le *Giornale del Popolo* était un quotidien tessinois, catholique et démocrate-chrétien, qui parut de 1926 à 2018. Il se trouve d'ailleurs que le directeur éditorial du *Il Federalista*, Claudio Mésoniat, était directeur de ce quotidien entre 2004 et 2015.

Il Federalista publie de nouveaux articles à intervalles quasi-journaliers. En outre, ce site comprend un onglet «*Dossier Federalismo*». Pour l'heure, trois dossiers ont été diffusés. Il s'agit en fait d'articles de style académique. Le professeur Marco Bassani, qui enseigne l'histoire de la pensée politique contemporaine et l'histoire des doctrines politiques à l'Université de

Milan ainsi qu'à la Faculté de théologie de Lugano, a largement contribué à leur rédaction. Le premier dossier est consacré aux origines du fédéralisme, le second s'intéresse à la «*Vieille Confédération (1291-1798)*» et le troisième traite de «*La Confédération de 1798 à 1848*».

Nous voulons encore signaler un article paru le 5 février 2020². Ce dernier relate le symposium organisé la veille à Lugano, sur l'actualité de la politique communale tessinoise et sur les rapports entre le canton et les communes.

La lecture de ce papier nous apprend qu'a été discutée l'opportunité d'instaurer le fédéralisme différencié au niveau cantonal. Cette idée semble avoir été largement acclamée³. Cet enthousiasme s'explique sans doute par le fait que de nombreuses communes tessinoises voudraient retrouver des parts d'autonomie qu'elles ont perdues ces dernières années au profit de l'Etat. Cela étant, cette rétrocession de compétences «*ne devrait pas se faire de manière rigide, mais d'après une subsidiarité de bon sens qui assigne l'autonomie selon les capacités réelles des communes*»⁴. En effet, force est de constater qu'une petite commune alpine n'a pas les mêmes capacités ni les mêmes ressources qu'une ville.

En clair, il s'agirait d'introduire une sorte de «*communalisme différencié*» ou d'«*autonomie communale asymétrique*» au Tessin. Ce régime communal, qui ne serait pas unitaire, permettrait ainsi que les communes tessinoises n'aient pas toutes les mêmes tâches ou compétences.

La découverte de cette lettre d'informations a suscité notre enthousiasme, car elle démontre que l'idée fédéraliste semble bien vivante en Suisse italienne.

Nous ne saurions conclure sans souhaiter plein succès au journal *Il Federalista*.

Xavier Panchaud

¹ <https://ilfederalista.ch/chi-siamo>. Traduction libre de l'auteur.

² *Il Federalista.ch* du 5 février 2020. Traduction libre de l'auteur.

³ *Ibidem*.

⁴ *Ibidem*.

Baragouinvirus

On va pas se mentir, j'ai envie de dire: le corona, au final, n'améliore pas la maîtrise du français.

Entendu à la radio: *On va voir qu'est-ce qu'il en est, parce la situation, elle est comme ça...*

Quant au DFJC, il invente les cours *présentiels*, avec élèves en chair et en os, pour les opposer aux cours en ligne durant lesquels les élèves restent, selon Mme la cheffe, des *apprenants*. Ouf! Mais apprendront-ils le français? En entendant la même cheffe sur la *Télé* (*Il faut pallier à une situation dangereuse pour nonante-deux mille-z-élèves*), du coup, on en doute.

J. P.

Deux poèmes sur l'actualité virale

Confinement 2020

*Un virus nommé Corona
Mordit un Chinois en bécane
Dans une avenue de Wuhan
Début de tout un cinéma*

*En effet cet animalcule
A fait basculer notre temps
Je suis enfermé et j'entends
L'Occident qui tousse et recule*

*Un homme masqué fait nos courses
On ne sort plus sans papelard
On compte les morts chaque soir
Les cafés clos sont sans ressources*

*Ô cette paix de la terreur
Un bonheur inouï de vivre
Me voue au silence des livres
Tris et rangements salvateurs*

*Tant de mots, de voix et de langues
Fenêtre ouverte sur les fleurs
Tragique en pages et couleurs
Le monde tangué.*

Bertil Galland

Par temps d'épidémie

Pour Eric Bulliard

*D'un pas pressé
comme coupable de chez lui évadé
par temps d'épidémie
il parcourt les rues de sa ville désertée
passe sans s'arrêter
devant les vitrines aux rideaux rabattus
devant les portes fermées
devant les terrasses de café abandonnées
– tandis qu'à l'intérieur
vides orphelines
les chaises sur les tables
n'attendent plus personne*

*Que faire désormais
sinon céder le pas au rien
rebrousser chemin
rejoindre sa tanière ses livres ses solitudes
– écouter la radio une fois encore
ses consignes de confinement
inlassablement répétées
– puis n'écouter plus
que le silence
d'un monde suspendu.*

François Debluë

La Nation

Rédaction

Jean-Blaise Rochat / Frédéric Monnier

CP 6724 1002 Lausanne

Tél. 021 312 19 14 (de 8h à 10h)

Fax 021 312 67 14

courrier@ligue-vaudoise.ch

www.ligue-vaudoise.ch

IBAN: CH09 0900 0000 1000 4772 4

ICM Imprimerie Carrara Morges

Le nouveau régime vert

Les jeunes Vaudois de la Grève du Climat, mouvement lancé par Greta Thunberg, ont élaboré un document de 37 pages intitulé *Visions, objectifs, principes et mesures pour un climat, des écosystèmes et un futur réellement durables*. Il est rédigé en écriture inclusive (*changer le monde pour tous*; *valoriser le travail des agriculteurs, trices particulièrement ceux engagés pour le climat; conversion des animaux de ferme en collaborateurs, trices...*). La Grève du Climat Vaud se love dans une vague planétaire. La Terre est menacée dans son existence même par des maux tels que le réchauffement climatique, le rabougrissement de la biodiversité, l'exploitation disproportionnée de ressources limitées, et plus généralement par le choix d'un genre de vie incompatible avec ce que peut offrir une planète finie, lieu de vie obligé pour les humains.

Les pages 3 à 25 énumèrent les mesures destinées à éviter une catastrophe dans un cadre vaudois. Nous y reviendrons. Les pages 26 à 37 se haussent à l'échelon suisse, avec une perspective planétaire.

Principes et objectifs

L'existence d'une crise environnementale est indubitable pour les jeunes activistes qui se fient aux résultats obtenus par les savants du GIEC. Avec l'aide de chercheurs, ils ont établi un plan et passé à l'action.

L'objectif est quasi militaire. Les jeunes souhaitent aligner les politiques, l'administration et la population sur un même front, les constituer en une sorte d'armée climatique, pour opérer une transition immédiate vers une vie sociale heureuse et libre.

Les valeurs fondatrices de l'action sont: *la liberté, l'égalité et la solidarité*, auxquelles s'ajoutent *la justice (climatique), la non-violence, l'ouverture, la transparence, et la frugalité*. Il s'agit de *respecter les limites planétaires, de garantir le bien-être à long terme et la résilience de l'humanité*: la planète est comme un objet métallique qui reprend forme après avoir subi des chocs. L'humanité résiliente cherche les moyens de se rétablir après s'être infligée à elle-même des mauvais traitements.

L'opération à mener ne consiste pas à additionner les actes sains ou les conversions individuelles à la sobriété et au partage. Le combat sera collectif. L'Etat (vaudois ou suisse) montrera l'exemple. Il peut seul modifier les comportements par des lois, agir de manière transversale et systémique, autrement dit accomplir des missions qui n'atteindront leur but que si on les conduit simultanément dans des domaines divers. Le système économique récupère trop facilement les individus, l'industrie transforme trop vite les produits de leur créativité en marchandises. Le niveau d'action pertinent est celui de l'Etat.

Les activistes pour le climat se disent démocrates, mais signalent certains défauts de la démocratie. Celle-ci étant mondialisée et soumise aux impératifs économiques, ce sont les lobbies qui décident aux dépens du bien commun politique et de l'environnement. Pour complaire aux lobbies qui

les soutiennent, les parlementaires, une fois élus ne tiennent pas leurs promesses. Référendums et initiatives sont réservés aux riches, car ils exigent de grands moyens financiers. La paix du travail encadre trop le droit de grève. Il est très difficile de révoquer les élus et les magistrats nuisibles.

Néanmoins, la Grève du Climat loue la démocratie directe et reconnaît l'autonomie des cantons, lesquelles, mobilisées en vue de l'objectif, permettent une *citoyenneté active*. Il est question d'une *modernisation héroïque de nos institutions afin de rendre le pouvoir confisqué à la société civile par les multinationales et l'économie globalisée*.

La Suisse (0,5% de la population mondiale, mais 3 à 4% des émissions de gaz à effet de serre) a un devoir d'exemplarité. Les multinationales et la place financière émettent 83% des gaz à effet de serre (1'100'000'000 d'équivalents CO₂). 8,5% résultent des importations et 8% de ce qui est produit en Suisse, dont 4% d'émissions domestiques par les transports, le bâtiment, l'industrie et l'agriculture. La place financière et les multinationales devront assumer leur responsabilité en premier, avant *la société civile* et les individus.

Mesures

La première partie du document énumère 111 mesures à prendre dans le Pays de Vaud. Elles concernent dix domaines: l'économie (17 mesures), l'agriculture et la nourriture (25), le territoire et la mobilité, les milieux naturels, l'énergie, l'exemplarité de L'Etat (15), la santé, l'eau, les dangers naturels, le recyclage.

Nous n'en mentionnons que quelques-unes.

- L'économie du Canton sera décarbonée totalement en 2030; la publicité pour la surconsommation et les activités climaticides sera interdite; on créera un fonds souverain pour financer la transition écologique, qu'alimenteront une taxe-climat, des investissements publics et des particuliers sous forme de *crowdfunding*; les investissements dans les énergies fossiles et les produits financiers climaticides seront taxés, de même que les entreprises en fonction de leur impact sur l'environnement; une caisse d'assurance maladie cantonale sera créée; la désinformation concernant les faits scientifiquement prouvés sera pénalisée; un revenu de transition écologique (à ne pas confondre avec le revenu de base inconditionnel) sera versé aux personnes perdant un emploi en voie d'automatisation et cherchant à s'engager professionnellement pour la transition écologique; les métiers pro-climat et les commerces de proximité seront subventionnés.
- On visera à une consommation alimentaire 100% locale (fruits, légumes, un minimum de viande); les méthodes d'agriculture régénératrice, pratiquées selon le principe de l'économie sociale et solidaire (ESS), seront massivement

soutenues; la taxe-climat sera perçue sur les produits hors-saison, les importations agricoles, la viande et les produits d'origine animale, le cacao, le café; la restauration offrira essentiellement des menus végétariens et véganes; on préparera un plan d'urgence en cas de pénurie alimentaire.

- On se déplacera à pied, à vélo, avec les transports publics décarbonés, le moins possible avec des véhicules privés thermiques; le 100% des voies de mobilité douce sera séparé des routes; les transports publics seront gratuits pour tous.
- On privilégiera la densification de l'habitat en ville, on mettra fin au mitage du territoire.
- On sauvegardera les milieux naturels sanctuaires de biodiversité et on en créera d'autres; les pesticides seront interdits au 1.8.2021.
- On diminuera de 50% la consommation d'énergie totale du Canton d'ici à 2030; On visera à 100% d'énergies renouvelables massivement subventionnées.
- L'Etat montrera la voie et satisfera les attentes des générations futures; le climat sera le facteur prépondérant dans toute décision; on mettra en place un service civil climat chargé de transformer le Canton en un lieu de vie durable; le service civil climat pourra être accompli à la place du service militaire.
- On réduira la consommation de médicaments de 50% d'ici à 2030; on soignera les maux nouveaux comme le stress pré-traumatique et les dépressions dues à l'inaction gouvernementale; on limitera les décès dus à la crise climatique.
- On diminuera la consommation d'eau de 50% d'ici à 2030.
- On visera le zéro déchet. On réutilisera, compostera, recyclera, partagera; on amènera le *littering*.

Evaluation

La Grève du Climat ne cède pas à la mode du bio-régionalisme. Ses mesures ne s'appliquent pas à n'importe quelle localité, bassin-versant ou zone

à défendre (ZAD), mais à un vrai pays politiquement et historiquement constitué. Le bien commun vaudois est mentionné. L'agriculture vaudoise devra nourrir la population.

Le fédéralisme, la souveraineté des cantons et la démocratie directe semblent, à première vue, admis. Les difficultés écologiques liées à la mondialisation sont soulignées.

En dépit de ces points positifs, le projet nous apparaît maximaliste. Le climat étant le facteur prépondérant dans toute décision, le plan des jeunes peut vite tourner à une paradoxale *monomanie transversale*. Le poids de l'Etat est énorme. Celui-ci s'occupe de tout, assisté par une garde de volontaires verts. Il agit en multipliant les lois (avec l'idée sous-jacente que la loi modifie automatiquement les comportements), en encaissant des taxes et en arrosant les bonnes pratiques de subventions. Que coûteront les transports publics gratuits, le service civil climat et la caisse maladie cantonale? Que deviendront, dans le cadre d'une économie sociale (pour ne pas dire socialiste) et solidaire le droit de propriété et les domaines agricoles familiaux menés par des agriculteurs indépendants? Aurons-nous affaire, sous couvert de soins à apporter à la nature et aux personnes agressées par la crise climatique, à une psychiatisation des rapports humains, et, sous prétexte de frugalité, à l'imposition en douce d'un mode de vie végane, féministe et antispéciste?

Il faut faire la part de l'extrême jeunesse des activistes. Ils ne se doutent pas de la lenteur propre à la démocratie semi-directe et ignorent peut-être que des agriculteurs, des vigneronnes et des entrepreneurs locaux ont commencé à corriger leurs pratiques.

Il est probable que le mouvement, si l'Etat de Vaud ne satisfait pas ses revendications, cherchera à exercer des pressions à un échelon plus élevé, confédéral, européen ou mondial, à moins qu'il ne se rebelle pour de bon (afin d'éviter l'extinction...) et se tourne vers la désobéissance civile et la violence.

La réforme ne se fera plus par le bas, mais tombera d'en haut. Cela ne nous séduira plus du tout.

Jacques Perrin

Droit d'urgence

Le Conseil fédéral a agi rapidement et de façon pertinente dans l'ensemble pour soutenir l'économie face à l'épidémie. Mais sur la base de quelles compétences?

Certaines mesures trouvent leur fondement dans les lois, fiscales par exemple, qui donnent à l'exécutif ou au département la compétence de certaines réglementations (intérêts moratoires notamment); ou semblent devoir être ratifiées par le parlement sous forme d'arrêté urgent. Mais d'autres ordonnances de soutien à l'économie, en matière d'assurance-chômage et d'allocations pour perte de gain, font seulement référence à l'article 185 al.3 de la Constitution fédérale. Or cette disposition, intitulée «Sécurité

extérieure et sécurité intérieure», prévoit que le Conseil fédéral «peut s'appuyer directement sur le présent article pour édicter des ordonnances et prendre des décisions, en vue de parer à des troubles existants ou imminents menaçant gravement l'ordre public, la sécurité extérieure ou la sécurité intérieure».

Il nous semble que le soutien à l'économie ne relève pas de l'ordre public et de la sécurité, au sens classique de ces mots. Il est certes difficile de convoquer instantanément les Chambres pour voter des arrêtés applicables sur-le-champ. Peut-être notre droit d'urgence devrait-il être revu.

J.-F. Cavin

Prévisible imprévisibilité

La chloroquine soigne-t-elle le coronavirus sans effets secondaires néfastes? La technologie 5G de la téléphonie mobile est-elle cancérigène? Le réchauffement climatique est-il d'origine humaine? Souvent, la littérature savante au sujet de ces problèmes est aussi touffue que contradictoire, tout comme les informations accessibles au grand public. Force est de constater qu'en l'état des connaissances scientifiques, il n'existe pas de réponses certaines à ces questions. Soit parce que le problème est en lui-même d'une telle complexité que sa réponse ne peut être simple, soit parce qu'on ne dispose pas du recul temporel nécessaire pour proposer une solution. Mais que l'on parle de crise climatique ou de crises sanitaires, les autorités politiques et scientifiques sont sommées d'agir, et vite.

Cette situation d'urgence et d'apparente ignorance a de quoi angoisser. On le voit actuellement, alors que les Vaudois, pris entre les appels à l'Etat ou à la responsabilité individuelle, s'inquiètent légitimement pour leur santé et leur avenir économique. Canton urbanisé et très peuplé, le Pays de Vaud subit peut-être plus durement qu'ailleurs le confinement. Celui-ci suscite à bon droit peurs et colères, car il implique un bouleversement de la vie quotidienne, soit la perte d'un repère de plus. De même, le nombre de victimes du virus est particulièrement important chez nous en comparaison intercantonale. Et la dimension planétaire de la pandémie, les injonctions parfois contradictoires des autorités en Suisse et à l'étranger, sont autant de facteurs anxiogènes supplémentaires.

Dans ces conditions incertaines, on excusera plus volontiers les coups de gueules anarchistes, les saillies autoritaires et les commentaires d'experts atoproclamés de nos voisins. On peut y

voir la réactualisation, en temps de crise et dans le contexte de nos démocraties connectées, de la vieille opposition entre la *doxa* – les opinions populaires – et les savoirs scientifique et philosophique, c'est-à-dire avant tout d'un problème de répartition du savoir dans la Cité.

Plus grave est la situation où la foire d'empoigne ne concerne que les spécialistes. La nécessité d'arbitrer entre des théories et des modèles concurrents est inhérente au fonctionnement des institutions scientifiques, et ces dernières ne sont évidemment pas exemptes d'enjeux de pouvoir ou de conflits de personnes. Mais ces institutions dysfonctionnent quand les querelles scientifiques prennent un tour passionné et idéologique. Et il devient difficile, à l'époque moderne, de tracer une frontière claire entre le monde scientifique, politique et économique, ce qui complexifie encore les termes de ces débats.

Ainsi les controverses médiatiques insensées qui entourent les questions du réchauffement climatique ou de la chloroquine laissent chez l'honnête homme un arrière-goût amer. Quant à l'homme d'Etat, son rôle est d'autant plus difficile que, s'il est en général mieux informé que le citoyen moyen, de par la proximité des experts et du pouvoir, il lui revient la tâche de prendre des mesures.

Sous quels angles les autorités doivent-elles envisager les crises, alors qu'elles ont le devoir de protéger la population et que les experts ne parviennent pas à se mettre d'accord? Contrairement au réchauffement climatique, potentiellement bien plus dévastateur qu'une maladie mais moins immédiatement perceptible, la crise actuelle du coronavirus a au moins le mérite d'aider à exposer plus concrètement la manière dont s'articulent de nos jours l'art de gouverner et la recherche scientifique.

C'est à ce stade qu'interviennent en général les principes de prévention et de précaution. Ceux-ci concernent des problèmes industrielles et sanitaires telles que le risque d'accident nucléaire ou la mise sur le marché de nouveaux médicaments, et leurs développements récents ressortissent essentiellement au droit de l'environnement. Le premier principe intervient sous l'égide du «mieux vaut prévenir que guérir» et implique que l'on sache concrètement de quoi on se protège. Le danger est connu, répertorié, il y a un consensus à son sujet. Le second principe épouse au contraire les situations où le risque à circonvier est plus diffus et difficilement maîtrisable à l'avance, pour les raisons évoquées plus haut, à savoir l'urgence ou la complexité du problème.

Les travaux d'anticipation de l'OMS et du GIEC se situent la plupart du temps dans cette seconde catégorie, et l'introduction du «Plan suisse de pandémie Influenza» de l'OFSP¹ se réfère explicitement à un contexte d'incertitude de ce type. Ainsi, l'absence de certitudes scientifiques ne doit pas empêcher l'action politique, lorsque le danger est au moins vraisemblable, bien qu'imprévisible. Evidemment, il est de la nature des choses que le plan et la réalité ne coïncident pas une fois le danger survenu. Mais dans le cadre d'une pandémie, on voit qu'assurer l'approvisionnement en matières premières du pays, disposer d'un stock de matériel médical

en suffisance et prévoir un dispositif de fermeture des frontières prêt au déploiement sont des mesures de bon sens. Lutter contre le virus sans ruiner notre économie, aussi. Il semble donc qu'ici les autorités fédérales et cantonales ont jusqu'à maintenant réagi avec prudence, avec les moyens à disposition et malgré quelques manquements liés, entre autres, à la spécialisation outrée du secteur économique.

Il faut se rappeler que toute décision est le fruit d'un arbitrage de valeurs et d'une pesée des intérêts en présence, et demande à l'homme d'Etat qui la prend qu'il assume une responsabilité personnelle. Car au-delà des interminables querelles savantes et des procédures abstraites, la prise de décision politique reste avant tout un art et non une science exacte. Ne pas disposer de recettes toutes faites, mais de principes empiriques qui doivent sans cesse être adaptés aux circonstances changeantes, telle est la noblesse de l'art de gouverner. L'esprit de précaution n'est certes pas la réponse miracle à toutes les crises, mais selon cette interprétation, il participe de la vertu aristotélicienne de prudence, qui fait cas de la finitude humaine, et nous éloigne de tout idéalisme et de tout solutionisme.

Lionel Hort

¹ La dernière édition, qui date de 2018, est consultable en suivant le lien ci-dessous : <https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/krankheiten/ausbrueche-epidemien-pandemien/pandemievorbereitung/pandemieplan.html>



Le « geste-barrière » qui sauvera le monde de demain

N'allez pas croire que nous allons vous parler d'autre chose. Le coronavirus: il n'y a plus que ça dans le monde. Le monde lui-même n'est plus qu'un immense coronavirus. Pourtant, de plus en plus de gens commencent à imaginer sa fin. La fin du coronavirus, bien sûr, mais aussi un peu la fin du monde. Car celui-ci, aujourd'hui, se divise en deux catégories. D'un côté, on trouve des gens

humains seront complètement transformés et où les gens vivront d'amour, d'eau fraîche et de légumes bios cultivés dans des potagers locaux. (Mais on mangera quoi, alors?)

Il est toujours grisant d'imaginer que l'on vit un moment charnière de l'histoire. Ça permet de donner du relief à son existence.

Que ce soit vrai ou non, pour le moment, nous ne le savons pas. Tout au plus pouvons-nous tenter d'imaginer les principales leçons que nous allons retenir des événements actuels.

Nous allons retenir, d'abord, qu'il y a autour de nous énormément de gens qui, si on voulait bien les écouter, geraient n'importe quelle crise beaucoup mieux que tous les autres.

Nous allons retenir, paradoxalement, que les virus n'arrivent pas toujours par voie électronique, et même qu'on est parfois mieux protégé en communiquant par internet.

Nous allons retenir qu'il est utile de se laver les mains souvent et soigneusement. (Cas échéant, les pieds aussi.)

Et nous allons retenir, enfin, que les virus se transmettent par les gens qui ont toujours la bouche ouverte. Cela constitue une sérieuse piste de réflexion pour mieux organiser la sécurité sanitaire du monde de demain.

LE COIN DU RONCHON

comme vous et moi, qui pensent qu'on traverse un sale moment, qu'il faudra ensuite en tirer quelques leçons (comme on tire des leçons de tous les problèmes que l'on rencontre), mais que le monde va tout de même continuer à tourner, avec ses gens bons et ses gens bêtes, ses managers et ses syndicalistes, ses avions et ses écologistes, avec *La Nation* et les autres journaux. En face, il y a les autres, ceux qu'on appelle les *collapso-logues*; eux savent qu'il y aura un *avant* et un *après* (ce qui est souvent vrai), que le monde d'hier est *définitivement révolu*, que le monde de demain ne sera *plus jamais* comme avant, que notre civilisation est en train de s'effondrer, que nous allons entrer dans une nouvelle ère, dans une société différente où les rapports

Occident express 55

Les années passant, je constate que j'ai perdu une bonne part, non seulement de mes certitudes, mais aussi de ma compréhension du monde tel que j'avais appris à le connaître. Le monde de 2020 me semble en effet distinct de celui de 1995 à un point tel que j'ai parfois l'impression d'être né sur une autre planète. Avoir déménagé en Serbie m'a offert pendant quelques années une forme de répit intellectuel, une occasion de revoir le film pour enfin tenter de le comprendre. Car ici les mécanismes de la mondialisation ne se sont mis en branle que bien plus tard. La Serbie que j'ai découverte en y arrivant n'était somme toute pas si différente de la Suisse de mon enfance, toutes considérations économiques mises à part. Ce fut un luxe extraordinaire de pouvoir ainsi observer, jour après jour, l'excitante, rapide et éreintante mutation d'un pays tout entier du XX^e siècle national vers le XXI^e siècle globalisé. Je fais usage du passé car – semble-t-il? – nous sommes en train de basculer vers un monde tout à fait nouveau. La pandémie en cours fait sur son passage toutes sortes de victimes – des êtres humains hélas, mais aussi des certitudes, des plans, des projets, des idéaux. Toutes les impressions et les informations que j'avais patiemment glanées et collées dans ces chroniques, comme elles semblent distantes

désormais, archéologiques dans leur éloignement et leur innocuité. Qu'en sera-t-il du monde de demain? La Serbie va-t-elle retomber là où je l'avais découverte en 2001, lorsqu'elle m'avait conquis totalement en quelques heures seulement? Et même si, ou même quand le monde se relèvera comme je le souhaite, même si alors nous faisons tous et toutes comme si de rien n'était, comment ne pas être à jamais imprégné par cette conscience de notre infinie fragilité? Ainsi, jamais plus qu'aujourd'hui, je ne trouve autant de réconfort, d'énergie et de sens que dans la beauté, celle que produisent les hommes dans les arts comme dans celle de la nature. C'est comme si Pollock ou Turner n'avaient peint que pour ces moments-là, comme si Debussy ou Allegri n'avaient composé que pour nous, aujourd'hui. Je trouve plus de sens, au milieu de cette confusion globalisée, dans une aquarelle de Paul Klee, dans le chant des merles à 5h du matin, dans le poème le plus concis de Bukowski, dans le plus court des moments musicaux de Schubert, que dans tout ce que les médias sont censés m'apprendre. Je sais, et au fond de moi j'espère, que nous reviendrons plus tôt que tard à des sujets frivoles et banals, mais en attendant ce jour j'aime redécouvrir que l'amour seul compte.

David Laufer